

**RAPPORT N° 2022/5-01
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 27 Octobre 2022**

OBJET : PARTENARIAT DE RECHERCHE APPLIQUEE ENTRE LA CINOR ET LE BRGM ET ASSISTANCE TECHNIQUE DU BRGM RELATIVE A L'EXPERTISE DES RISQUES NATURELS – AUTORISATION DE SIGNER LES CONVENTIONS CADRES ET D'APPUI SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

-Ce rapport s'inscrit dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

La CINOR et le BRGM ont l'ambition commune de répondre à des enjeux majeurs pour notre société, plus particulièrement ceux liés à la transition écologique.

Dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial de la CINOR adopté en 2019, le BRGM est identifié en tant que partenaire pour l'adaptation du territoire au changement climatique et pour l'amélioration de la qualité de vie.

Dans ce contexte, il est proposé de consolider la collaboration entre la CINOR et le BRGM, et d'inscrire dans une convention de partenariat les futures actions qui seront menées conjointement conformément aux orientations stratégiques respectives des deux parties.

Convention Cadre de partenariat :

Les actions engagées dans le cadre de ce partenariat auront pour effet de consolider les bases scientifiques de l'action de la CINOR tant par leurs apports directs que par le confortement des compétences de ses équipes.

Les grands domaines de coopération seront, sur une base non-exhaustive :

- La gestion des eaux pluviales urbaines et la stratégie de désimperméabilisation ;
- La gestion du trait de côte et des sédiments et l'adaptation au changement climatique vis-à-vis des risques littoraux ;
- La gestion qualitative et quantitative des eaux souterraines ;
- La ville durable et l'économie circulaire.

Les actions seront engagées et mises en œuvre, dans le cadre de programmations annuelles ou pluriannuelles définissant leurs cadres techniques et financiers. Chaque action devra faire l'objet d'une délibération avec à l'appui une convention spécifique qui formalise l'expression des besoins, détaille les objectifs, moyens associés, délais et la forme que devront prendre les travaux de recherche.

Le projet de convention cadre de partenariat fixant les termes et les conditions par lesquels les différentes parties s'associent afin de réaliser ces actions sur la période 2022-2027 est annexé au présent rapport.

Concernant les actions de recherche appliquée (actions « de fonds » dans les domaines évoqués ci-avant), La participation financière du BRGM sera issue de la Subvention pour Charge de Service Public (SCSP) qui lui est attribuée par le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Cette participation financière du BRGM peut aller de 20% à 50% selon les verrous scientifiques et techniques identifiés et les retombées scientifiques attendues pour le BRGM.

Convention d'appui scientifique et technique :

Dans le cadre de ce partenariat spécifique, il est proposé de solliciter d'ores et déjà l'expertise et les compétences du BRGM en matière de risques naturels, pour une prestation d'assistance scientifique et technique sur la période 2022-2024.

La prestation portera principalement sur l'expertise de risques géologiques en lien avec la vulnérabilité des captages d'eau potable exposés et sur l'expertise de l'érosion de berges lors d'événements d'importance dans le cadre de la GEMAPI. La participation financière de la CINOR sera d'un montant maximum de 38 000 euros pour la réalisation d'environ 19 interventions.

Le projet de convention fixant les termes et conditions par lesquels le BRGM s'engage à réaliser cette prestation d'assistance

Annexe 1 : Convention
974-249740119-20221027-BC2022-5-01-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception en préfecture : 10/11/2022

scientifique et technique relative à l'expertise des risques naturels sur le territoire intercommunal est annexé au présent rapport.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- 1) Approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre la CINOR et le BRGM en ce qui concerne toute action qui sera menée conjointement conformément aux orientations stratégiques respectives des deux parties ;
- 2) Approuver les termes de la convention d'appui scientifique et technique du BRGM relative à l'expertise des risques naturels pour laquelle la participation financière de la CINOR sera d'un montant maximum de 38 000,00 €, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A ;
- 3) Autoriser le Président à signer lesdites conventions avec le BRGM et l'ensemble des pièces connexes.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/5-01
du Bureau de la Communauté
en séance du 27 Octobre 2022**

**OBJET : PARTENARIAT DE RECHERCHE APPLIQUEE ENTRE LA CINOR ET LE BRGM ET ASSISTANCE TECHNIQUE
DU BRGM RELATIVE A L'EXPERTISE DES RISQUES NATURELS – AUTORISATION DE SIGNER LES CONVENTIONS
CADRES**

**-Ce rapport s'inscrit dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du
projet politique de la CINOR -**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/5-01 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-01-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre la CINOR et le BRGM en ce qui concerne toute action qui sera menée conjointement conformément aux orientations stratégiques respectives des deux parties

ARTICLE 2

D'approuver les termes de la convention d'appui scientifique et technique du BRGM relative à l'expertise des risques naturels pour laquelle la participation financière de la CINOR sera d'un montant maximum de 38 000,00 €, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer lesdites conventions avec le BRGM et l'ensemble des pièces connexes

Nombre de votants : 15 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

09 NOV 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-01-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022